
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

(Réimpression)

(Reprint)

Projet de loi 259

Bill 259

Loi des architectes

Architects Act

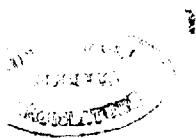
Première lecture

First reading

M. SAINT-PIERRE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 259

Loi des architectes

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

- a)* « **Ordre** »: l'Ordre des architectes du Québec constitué par la présente loi;
- b)* « **Bureau** »: le Bureau de l'Ordre;
- c)* « **architecte** »: tout membre de l'Ordre;
- d)* « **permis** »: un permis délivré conformément au Code des professions et à la présente loi;
- e)* « **tableau** »: la liste des membres en règle de l'Ordre dressée conformément au Code des professions et à la présente loi.

SECTION II

ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC

2. L'ensemble des personnes habilitées à exercer la profession d'architecte au Québec constitue une corporation désignée sous le nom, en français, de « **Corporation professionnelle des architectes du Québec** » ou « **Ordre des architectes du Québec** » et, en anglais, de « **Professional Corporation of Architects of Québec** » ou « **Order of Architects of Québec** ».

Bill 259

Architects Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following terms mean:

- (a)* "Order": the Order of Architects of Québec constituted by this act;
- (b)* "Bureau": the Bureau of the Order;
- (c)* "architect": any member of the Order;
- (d)* "permit": a permit issued in accordance with the Professional Code and this act;
- (e)* "roll": the list of the members in good standing of the Order prepared in accordance with the Professional Code and this act.

DIVISION II

ORDER OF ARCHITECTS OF QUÉBEC

2. All the persons qualified to practise the profession of architect in the province of Québec constitute a corporation called "Professional Corporation of Architects of Québec" or "Order of Architects of Québec" in English and "Corporation professionnelle des architectes du Québec" or "Ordre des architectes du Québec" in French.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour principal objet d'abroger la Loi des architectes actuelle et de la remplacer par une nouvelle Loi des architectes qui concorde avec les dispositions du projet du Code des professions.

La section I contient des définitions.

En vertu des dispositions contenues à la section II, les architectes du Québec constituent une corporation désignée, à l'avenir, sous le nom de « Corporation professionnelle des architectes du Québec » ou « Ordre des architectes du Québec ». Il est prévu que le Code des professions s'appliquera à l'Ordre et à ses membres, sous réserve des dispositions de la Loi des architectes.

Conformément à la section III, l'Ordre sera administré par un Bureau formé d'un président et de treize administrateurs élus conformément au Code des professions et de trois autres administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec.

En plus des fonctions qui lui seront conférées par le Code des professions, le Bureau pourra organiser la tenue d'un registre des étudiants en architecture et déterminer les formalités relatives à leur immatriculation. Il devra, en outre, déterminer par règlement les conditions et formalités de la révocation de cette immatriculation. Il pourra, par ailleurs, adopter des règlements pour établir une caisse de retraite pour les membres de l'Ordre et un fonds de secours pour les architectes dans le besoin.

À la section IV, on prévoit les conditions requises pour obtenir un permis d'exercice de la profession d'architecte, notamment quant à l'immatriculation, au diplôme à détenir, au stage d'entraînement professionnel à effectuer et aux examens à subir. Il est prévu que le Bureau pourra délivrer un

EXPLANATORY NOTES

The main object of this bill is to repeal the existing Architects Act and replace it with a new Architects Act concordant with the Professional Code.

Division I gives definitions.

Under Division II the architects of Québec will form a corporation called in future the "Professional Corporation of Architects of Québec" or the "Order of Architects of Québec. It provides that the Professional Code applies to its members subject to the Architects Act.

By Division II the Order will be administered by a Bureau consisting of a president and thirteen directors elected in accordance with the Professional Code and three other directors appointed by the Québec Professions Board.

Besides its duties under the Professional Code, the Bureau may see to the keeping of a register of students in architecture and determine the formalities relating to their registration. It must also determine by regulation the conditions and formalities of revocation of such registration. Moreover, it may make regulations to establish a retirement fund for the members of the Order and a relief fund for the benefit of needy architects.

Division IV provides for the conditions required for obtaining a permit to practise the profession of architecture, particularly as to registration, the diploma to be held, the professional training period to be served and the examinations to be passed. It is provided that the Bureau may issue a permit,

3. Sous réserve des dispositions de la présente loi, l'Ordre et ses membres sont régis par le Code des professions.

4. Le siège social de l'Ordre est à Montréal ou à tout autre endroit du Québec déterminé par règlement du Bureau.

SECTION III

BUREAU

5. L'Ordre est administré par un Bureau formé d'un président et de treize administrateurs élus conformément au Code des professions et de trois autres administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec, de la manière prévue au Code des professions.

6. En outre des fonctions prévues à l'article 82 du Code des professions, le Bureau organise la tenue d'un registre des étudiants en architecture et détermine les formalités relatives à l'immatriculation dans ce registre.

7. En outre des devoirs prévus aux articles 83 à 88 du Code des professions, le Bureau doit déterminer par règlement les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation d'un étudiant en architecture.

8. En outre des pouvoirs prévus à l'article 89 du Code des professions, le Bureau peut, par règlement:

a) établir et administrer une caisse de retraite pour les membres de l'Ordre conformément à la Loi des régimes supplémentaires de rentes, et organiser des régimes d'assurance-groupe pour les architectes;

b) établir et administrer au profit des architectes dans le besoin un fonds de secours, dont les avoirs sont placés conformément à l'article 981*o* du Code civil.

9. Les règlements adoptés par le Bureau en vertu de la présente loi entrent en vigueur conformément à l'article 90 du Code des professions.

3. Subject to the provisions of this act, the Order and its members shall be governed by the Professional Code.

4. The corporate seat of the Order shall be at Montreal or at any other place in the province of Québec determined by regulation of the Bureau.

DIVISION III

BUREAU

5. The Order shall be administered by a Bureau consisting of a president and thirteen directors elected in accordance with the Professional Code and of three other directors appointed by the Québec Professions Board, in the manner provided in the Professional Code.

6. In addition to the functions provided in section 82 of the Professional Code, the Bureau shall provide for the keeping of a register of students in architecture and determine the formalities respecting entry in such register.

7. In addition to the duties provided in sections 83 to 88 of the Professional Code, the Bureau shall determine by regulation the conditions and formalities of revocation of the registration of a student in architecture.

8. In addition to the powers provided in section 89 of the Professional Code, the Bureau may, by regulation:

(a) establish and administer a retirement fund for the members of the Order, in accordance with the Supplemental Pension Plans Act, and set up group insurance plans for architects;

(b) establish and administer a relief fund for the benefit of needy architects, the assets of which shall be invested in accordance with article 981*o* of the Civil Code.

9. The regulations passed by the Bureau under this section shall come into force in accordance with section 90 of the Professional Code.

permis, suivant certaines conditions, à des personnes qui ne remplissent pas toutes les conditions requises pour obtenir normalement un permis, en particulier aux personnes qui ont effectué une cléricature de neuf ans chez un patron reconnu par le Bureau et aux membres d'une association d'architectes d'une province canadienne. On prévoit, en outre, que le Bureau pourra délivrer un permis temporaire à un professeur d'une école d'architecture, pour la durée de son engagement. Un comité d'admission sera chargé d'examiner toutes les demandes de permis et de faire des recommandations au Bureau à ce sujet.

La section V prévoit que les personnes exerçant illégalement la profession d'architecte seront passibles des peines prévues à ce sujet au Code des professions.

On précise que tous les plans et devis de travaux d'architecture préparés pour le compte d'autrui, pour la construction, l'agrandissement, la reconstruction, la rénovation ou la modification d'un édifice, à l'exclusion des plans et devis préparés hors du Québec, devront être signés et scellés par un membre de l'Ordre, lorsque le coût total de ces travaux excédera cent mille dollars ou lorsqu'il s'agira d'un édifice de plus de dix logements. Les personnes qui utiliseront pour de tels travaux des plans ou devis non signés et scellés par un architecte seront passibles d'une amende n'excédant pas dix mille dollars, à moins qu'elles établissent que ces plans et devis apparaissaient comme ayant été ainsi signés et scellés et qu'elles cessent l'exécution de ces travaux après avoir reçu un avis écrit de l'Ordre les avisant que ces plans et devis ne sont pas conformes à la loi.

under certain conditions, to persons not fulfilling all the conditions required for obtaining a permit normally, in particular to persons who have completed nine years of clerkship with a principal recognized by the Bureau and to members of an association of architects of a Canadian province. It is further provided that the Bureau may issue a temporary permit to a professor of a school of architecture for the period of his engagement. A committee on admissions will examine all applications for permits and to make recommendations to the Bureau in that respect.

Division V provides that the persons illegally practising the profession of architecture will be liable to the penalties provided in that respect in the Professional Code.

It is specified that all plans and specifications for work of architecture prepared on behalf of others, for the construction, enlargement, reconstruction, renovation or alteration of a building, excluding the plans and specifications prepared outside the Province of Québec, must be signed and sealed by a member of the Order, when the total cost of such work exceeds one hundred thousand dollars or in the case of a building having more than ten dwellings. The persons who will use for such work plans or specifications not signed and sealed by an architect will be liable to a fine not exceeding ten thousand dollars unless they establish that such plans and specifications appeared to be so signed and sealed and they cease the carrying out of such work after receiving a written notice from the Order advising them that such plans and specifications are not in conformity with the act.

SECTION IV

PERMIS

10. A droit d'obtenir un permis celui qui en fait la demande et qui:

a) est détenteur d'un certificat d'immatriculation;

b) est titulaire d'un diplôme reconnu valide à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil ou jugé équivalent par le Bureau;

c) a satisfait aux exigences des stages d'entraînement professionnel;

d) a réussi les examens requis par l'Ordre;

e) est citoyen canadien ou se conforme à l'article 44 du Code des professions;

f) s'est conformé aux conditions et formalités imposées conformément à la présente loi et aux règlements du Bureau.

11. Le Bureau peut délivrer un permis, aux conditions qu'il détermine:

a) à toute personne qui remplit les conditions fixées aux paragraphes *d* à *f* de l'article 10 et qui a complété une cléricature de neuf ans chez un patron reconnu par le Bureau;

b) à tout membre d'une association d'architectes d'une province canadienne qui remplit les conditions fixées aux paragraphes *b*, *e* et *f* de l'article 10, pourvu qu'il y ait réciprocité dans cette province à l'égard des membres de l'Ordre;

c) à toute personne qui remplit les conditions fixées aux paragraphes *e* et *f* de l'article 10 et qui, suivant l'opinion du Bureau, possède toutes les qualités requises pour exercer la profession.

Le Bureau peut, en tout temps, suspendre l'application du paragraphe *a*, pourvu qu'il accorde un minimum de dix ans aux personnes qui sont alors en train d'effectuer leur cléricature, afin de leur permettre de compléter celle-ci et de subir les examens requis.

12. Le Bureau peut délivrer, aux conditions qu'il détermine, un permis temporaire à toute personne engagée comme professeur dans une école d'architecture du Québec reconnue par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ce permis est

DIVISION IV

PERMIT

10. Every person is entitled to obtain a permit who applies for it and who:

(a) holds a registration certificate;

(b) holds a diploma recognized as valid for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council or considered equivalent by the Bureau;

(c) has complied with the requirements of the professional training periods;

(d) has passed the examinations required by the Order;

(e) is a Canadian citizen or complies with section 44 of the Professional Code;

(f) has complied with the conditions and formalities imposed under this act and the regulations of the Bureau.

11. The Bureau may issue a permit on the conditions it determines:

(a) to any person fulfilling the conditions fixed in paragraphs *d* to *f* of section 10 and who has completed nine years of clerkship with a principal recognized by the Bureau;

(b) to every member of an association of architects of a Canadian province who fulfils the conditions fixed in paragraphs *b*, *e* and *f* of section 10, provided that there is reciprocity in that province in respect of the members of the Order;

(c) to any person who fulfils the conditions fixed in paragraphs *e* and *f* of section 10 and who, in the opinion of the Bureau, has the qualifications required to practise the profession.

The Bureau may, at any time, suspend the application of subparagraph *a*, provided that it grants a minimum of ten years to persons then serving their clerkship, to enable them to complete it and to pass the required examinations.

12. The Bureau may issue, on the conditions it determines, a temporary permit to any person engaged as a professor in a school of architecture of the province of Québec recognized by the Lieutenant-Governor in Council. Such

valable pour la durée de l'engagement de cette personne comme professeur.

13. Le Bureau nomme les membres du comité d'admission chargé d'examiner toutes les demandes de permis, de s'assurer que les candidats au permis remplissent toutes les conditions fixées par la présente loi et les règlements du Bureau, de désigner les examinateurs, de surveiller la tenue des examens et de faire au Bureau des recommandations finales.

Le Bureau fait le choix des matières sur lesquelles se font ces examens qui doivent avoir lieu en mai ou aux jours fixés et annoncés par le Bureau.

SECTION V

EXERCICE DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

14. A droit d'être inscrit au tableau tout détenteur d'un permis qui a acquitté en totalité les cotisations exigibles par l'Ordre et qui n'est pas sous le coup d'une suspension ou d'une radiation.

15. Quiconque, sans être inscrit au tableau:

- a) exerce la profession d'architecte;
- b) prend le titre d'architecte, soit seul, soit avec quelque autre mot;
- c) utilise quelque titre, désignation ou abréviation susceptible de faire croire que l'exercice de la profession d'architecte lui est permis;
- d) agit comme architecte ou de manière à donner lieu de croire qu'il est autorisé à agir comme tel;
- e) authentique par sceau, signature ou initiales un document relatif à l'exercice de la profession d'architecte; ou

f) sciemment annonce ou désigne comme architecte une personne qui n'est pas membre de l'Ordre,

commet une infraction et est passible, pour chaque infraction, des peines prévues à l'article 177 du Code des professions.

16. Tous les plans et devis de travaux d'architecture préparés pour le compte d'autrui, pour la construction, l'agrandissement, la reconstruction, la rénovation

permit is valid for the period of the engagement of such person as professor.

13. The Bureau shall appoint the members of the committee on admissions to examine all applications for permits, ensure that candidates for permits fulfil all the conditions fixed by this act and the regulations of the Bureau, designate the examiners, supervise the holding of examinations and make final recommendations to the Bureau.

The Bureau shall choose the subjects upon which such examinations shall be held. These examinations must take place in May or on the days fixed and announced by the Bureau.

DIVISION V

PRACTICE OF THE PROFESSION OF ARCHITECTURE

14. Every holder of a permit who has paid all the contributions exigible by the Order and is not suspended or struck off the roll is entitled to be entered on the roll.

15. Every person, without being entered on the roll who:

- (a) practises the profession of architect;
- (b) assumes the title of architect, either alone or with any other word;
- (c) uses any title, designation or abbreviation that may lead to the belief that he is allowed to practise the profession of architecture;
- (d) acts as an architect or in a manner leading to the belief that he is authorized to act as such;
- (e) authenticates by seal, signature or initials any document relating to the practice of the profession of architecture; or

(f) willfully advertises or designates as an architect a person who is not a member of the Order,

is guilty of an offence and is liable, for each offence, to the penalties provided in section 177 of the Professional Code.

16. All plans and specifications for architectural work prepared on behalf of others, for the construction, enlargement, reconstruction, renovation or alteration

ou la modification d'un édifice, à l'exclusion des plans et devis préparés hors du Québec, doivent être signés et scellés par un membre de l'Ordre, lorsque le coût total de ces travaux excède cent mille dollars ou lorsqu'il s'agit d'un édifice de plus de dix logements.

17. Sous réserve de l'exception prévue à l'article 16, toute personne qui utilise, pour les fins de travaux décrits à cet article, des plans et devis non conformes à cet article, commet une infraction et est passible d'une amende n'excédant pas dix mille dollars.

Toutefois ne devient passible de cette peine l'entrepreneur qui exécute des travaux pour le compte d'autrui; lorsqu'à première vue les plans dont il se sert apparaissent comme ayant été signés et scellés par un membre de l'Ordre, que s'il en continue l'exécution après avoir reçu un avis écrit de l'Ordre que les plans et devis utilisés pour ces travaux ne sont pas conformes à l'article 16.

18. Tout enquêteur désigné par le Bureau peut pénétrer à toute heure raisonnable dans un chantier de construction, afin de constater si les dispositions de l'article 16 sont respectées.

Cet enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le secrétaire de l'Ordre, attestant sa qualité.

19. Rien aux articles 15 et 16 ne doit être interprété comme affectant de quelque façon les droits conférés par la loi aux membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

20. Le serment de l'architecte constitue une preuve du fait que les services qu'il a rendus ont été requis, et de la nature et de la durée de ces services, mais ce serment peut être contredit de la même manière que toute autre preuve.

21. Les actions intentées par les architectes en recouvrement des sommes d'argent à eux dues pour services professionnels sont considérées comme matières qui doivent être instruites et jugées d'urgence conformément au Code de procédure civile.

of a building, excluding plans and specifications prepared outside the Province of Québec, must be signed and sealed by a member of the Order, when the total cost of such work exceeds one hundred thousand dollars or when it relates to a building of more than ten dwellings.

17. Subject to the exception provided for in section 16, every person using, for work described in that section, plans and specifications not in accordance with such section, is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding ten thousand dollars.

However a contractor who carries out work on behalf of others is liable to such penalty, when at first sight the plans used by him appear to have been signed and sealed by a member of the Order, only if he continues to carry it out after receiving a written notice from the Order that the plans and specifications used for such work are not in accordance with section 16.

18. Every investigator designated by the Bureau may enter a construction site at any reasonable hour to ascertain whether section 16 is complied with.

Such investigator shall, if so required, exhibit a certificate signed by the secretary of the Order attesting his authority.

19. Nothing in sections 15 and 16 shall be interpreted as affecting in any manner the rights conferred by law upon the members of the Order of Engineers of Québec.

20. The oath of the architect shall make proof that the services he has rendered were required, and of the nature and duration of such services, but such oath may be contradicted in the same manner as any other evidence.

21. Actions instituted by architects to recover amounts due them for professional services are deemed matters which must be tried and decided by preference in accordance with the Code of Civil Procedure.

SECTION VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

22. L'Ordre des architectes du Québec assume toutes les obligations de l'Association des architectes de la province de Québec et est substitué à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par la présente loi.

23. Le Bureau de l'Ordre des architectes du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil de l'Association des architectes de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le Bureau de l'Ordre est aussi constitué provisoirement de trois autres administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec, de la manière prévue au Code des professions.

Le président de l'Ordre est provisoirement la personne qui était président de l'Association des architectes de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de l'Association des architectes de la province de Québec conformément à la loi abrogée par l'article 29. Toutefois, notwithstanding l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément à la présente loi.

24. Toutes les personnes enregistrées comme membres de l'Association des architectes de la province de Québec, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont inscrites au tableau de l'Ordre par le secrétaire. Le Bureau délivre à chacune d'elles un permis; ce permis, dans les cas où il est accordé à une personne détenant un permis temporaire délivré en vertu des paragraphes 2 ou 3 de l'article 7 ou du troisième alinéa de l'article 12 de la Loi des architectes (Statuts refondus, 1964, chapitre 261), demeure assujéti aux mêmes conditions que ce permis temporaire.

DIVISION VI

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

22. The Order of Architects of Québec assumes all the obligations of the Province of Québec Association of Architects and is substituted in its rights to the extent of those attributed to such Corporation by this act.

23. The Bureau of the Order of Architects of Québec shall consist provisionally of the members of the Council of the Province of Québec Association of Architects at the coming into force of this act.

The Bureau of the Order shall also provisionally include three other directors appointed by the Québec Professions Board in the manner provided in the Professional Code.

The president of the Order shall provisionally be the person who is president of the Province of Québec Association of Architects at the coming into force of this act.

The term of the president and of the other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the council of the Province of Québec Association of Architects would have expired in accordance with the act repealed by section 29. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held in accordance with this act.

24. All the persons registered as members of the Province of Québec Association of Architects on the date when this act comes into force shall be entered on the roll of the Order by the secretary. The Bureau shall issue a permit to each of them; when this permit is granted to a person holding a temporary permit issued under subsection 2 or 3 of section 7 or the third paragraph of section 12 of the Architects Act (Revised Statutes, 1964, chapter 261), it shall remain subject to the same conditions as such temporary permit.

25. Tout renvoi dans une loi générale ou spéciale, une proclamation, un arrêté en conseil, une ordonnance, un règlement, une résolution, une procédure, une décision disciplinaire, un certificat ou un autre document à une disposition de la Loi des architectes (Statuts refondus, 1964, chapitre 261) est un renvoi à la disposition équivalente du Code des professions ou de la présente loi.

26. Les règlements de l'Association des architectes de la province de Québec, en vigueur lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent de l'être pour une période n'excédant pas douze mois ou pour toute autre période fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec les dispositions du Code des professions et de la présente loi, à moins qu'ils ne soient abrogés, remplacés ou modifiés conformément audit code ou à la présente loi.

27. Les affaires relatives à la discipline des membres de l'Association des architectes de la province de Québec, pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont continuées et décidées par l'organisme qui en était saisi suivant la loi qui était en vigueur et par l'organisme qui en était saisi avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les membres de l'organisme saisis d'une affaire doivent la terminer, nonobstant l'expiration de leur mandat.

[[**28.** Les dépenses encourues pour la rémunération des membres du Bureau nommés par l'Office des professions du Québec sont payées, pour les exercices financiers 1972/1973 et 1973/1974, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

29. La Loi des architectes (Statuts refondus, 1964, chapitre 261) est abrogée.

30. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

25. Every reference in any general law or special act, proclamation, order in council, order, by-law, regulation, resolution, proceeding, disciplinary decision, certificate or other document to a provision of the Architects Act (Revised Statutes, 1964, chapter 261) is a reference to the equivalent provision of the Professional Code or of this act.

26. The by-laws of the Province of Québec Association of Architects, in force when this act comes into force shall continue to be in force for a period not exceeding twelve months or for any other period fixed by the Lieutenant-Governor in Council to the extent that they are not inconsistent with the provisions of the Professional Code and of this act, unless repealed, replaced or amended in accordance with the said Code or this act.

27. The matters relating to the discipline of the members of the Province of Québec Association of Architects pending when this act comes into force shall be continued and decided by the body to which they were referred under the act which was in force and by the body to which they were referred before the coming into force of this act.

The members of the body to which any matter has been referred must conclude it, notwithstanding the expiry of their term of office.

[[**28.** The expenses incurred for the remuneration of the members of the Bureau appointed by the Québec Professions Board shall be paid, for the 1972/1973 and 1973/1974 fiscal years, out of the consolidated revenue fund and, for subsequent fiscal years, out of the moneys granted each year for that purpose by the Legislature.]]

29. The Architects Act (Revised Statutes, 1964, chapter 261) is repealed.

30. The provisions of this act shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.